SEPTEMBRE 2023

CATALOGUE DE RESSOURCES

POLITIQUE DE LA VILLE & ESS

rtes

Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire

Sommaire

Chapitre 1 Comprendre la politique de la ville p.3

Chapitre 2 Comprendre l'ESS et ses atouts p.5

Chapitre 3 ESS & politique de la ville p.7

Chapitre 4 Répondre aux défis des quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'ESS p.11

Alimentation
Agriculture urbaine
Transitions
Economie circulaire & réemploi
Services à la personne
Santé
Sport
Culture
Mobilité
Foncier & tiers-lieux
Numérique
Habitat
Petite enfance
Vers l'emploi

Chapitre 5 Passer à l'action et co-construire les projets p.28

Connaître les acteurs de l'accompagnement de mon territoire
Connaître et coopérer avec les acteurs ESS
Mobiliser et faire participer les habitants
Consolider le montage juridique et financier d'un projet de l'ESS
Développer la commande publique responsable

Chapitre 1

COMPRENDRE LA POLITIQUE DE LA VILLE

LA POLITIQUE DE LA VILLE



- Site internet du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, 2019

>> Pour accéder à la ressource

RAPPORT 2020 DE L'ONPV



Le rapport 2020 de l'Observatoire National de la Politique de la Ville : *"Vulnérabilités et ressources des quartiers prioritaires"*
- Observatoire National de la Politique de la Ville, 2020

>> Pour accéder à la ressource

POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE



Réseau national des centres de ressources politique de la ville - RNCRPV, 2019

>> Pour accéder à la ressource

Chapitre 2

COMPRENDRE L'ESS ET SES ATOUTS

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ESS



- ESS France, janvier 2022

Découvrez et télécharger les chiffres clés de l'ESS :

1. Démographie d'entreprise et emploi
2. Développement économique
3. Engagement, travail, emploi
4. Secteurs & filières de l'ESS
5. ESS & Territoires

>> Pour accéder à la ressource

L'INNOVATION SOCIALE MODE D'EMPLOI



- Avise, 2015

Savoir identifier le caractère socialement innovant d'un projet pour mieux l'orienter et l'accompagner, comment faire ? Ce mode d'emploi, réalisé par l'Avise, éclaire sur l'innovation sociale : enjeux, caractérisation, idées reçues, contexte national et européen, écosystème d'acteurs, etc.

>> Pour accéder à la ressource

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN QUARTIERS PRIORITAIRES



- ONPV, 2018

Rapport de l'Observatoire national de la Politique de la Ville : *"L'économie sociale et solidaire en quartiers prioritaires : plus de 10 000 établissements employeurs pour plus de 100 000 emplois" - p.171*

>> Pour accéder à la ressource

Chapitre 3

ESS & POLITIQUE DE LA VILLE

ESS & POLITIQUE DE LA VILLE



- RTES, *Kit Communes, intercommunalités & ESS* (actualisé en novembre 2022)

>> Pour accéder à la ressource

DÉVELOPPER L'ESS DANS LES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE



- RTES, *RepèrESS*, 2016

>> Pour accéder à la ressource

POLITIQUE DE LA VILLE & ESS - INITIATIVES, ANALYSES ET ÉCLAIRAGES



- RTES, *RepèrESS*, 2016

>> Pour accéder à la ressource

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RENOUVELLEMENT URBAIN



- ANRU, Les carnets de l'innovation, 2021

>> Pour accéder à la ressource



ÉTUDE SUR L'INNOVATION DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

- CGET, 2017

>> Pour accéder à la ressource

ETAT DES LIEUX DE L'ESS DANS LES QPV



- Juillet 2022

L'Observatoire national de l'ESS, en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires, porte son regard sur le rôle de l'économie sociale et solidaire au sein des quartiers de la politique de la ville (QPV).

>> Pour accéder à la ressource



L'ESS, UNE CHANCE POUR LES TERRITOIRES FRAGILES

- ANCT - Mai 2021

Étude *"L'économie sociale et solidaire, une chance pour les territoires fragiles - Quels leviers de pérennisation des entreprises de l'ESS pour les décideurs publics locaux ?"*

>> Pour accéder à la ressource

INTERCO ET ESS : CE QUE L'ESS APPORTE AUX TERRITOIRES



- CRESS Bretagne, 2021

>> Pour accéder à la ressource

ACCOMPAGNER L'ÉMERGENCE D'ENTREPRISES DE L'ESS EN QPV



- Avise, Guide méthodologique, 2019

>> Pour accéder à la ressource

FORMATION CROISÉE DU RTES "ESS & POLITIQUE DE LA VILLE" À TOULOUSE



Journée organisée en décembre 2022 avec Toulouse Métropole en partenariat avec les Imaginations fertiles, le Collectif Abbal, la CRESS Occitanie, Ressources et Territoires et Villes et Territoires. Objectif : travailler autour des synergies à favoriser pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux des QPV en lien avec l'ESS.

>> Pour accéder à la ressource

SÉMINAIRE NATIONAL POLITIQUE DE LA VILLE & ESS



En janvier 2023, le RTES co-organisait avec de nombreux partenaires le séminaire national *"Politique de la ville et ESS : vers de nouvelles alliances"* aux Archives nationales situées à Pierrefitte-sur-Seine. Retrouvez toutes les ressources et propositions issues de cette journée.

>> Pour accéder à la ressource

Chapitre 4

RÉPONDRE AUX DÉFIS DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE AVEC L'ESS

ALIMENTATION

AMAP SOLIDAIRE VERDUN



- ORIV, observatoire régional de l'intégration et de la ville, Retour d'expérience, 2018

>> Pour accéder à la ressource

VRAC STRASBOURG



- ORIV, observatoire régional de l'intégration et de la ville, Retour d'expérience, 2018

>> Pour accéder à la ressource



LES CIRCUITS COURTS ÉCONOMIQUES ET SOLIDAIRES

- Le Labo de l'ESS, publication, 2013

>> Pour accéder à la ressource

ALIMENTATION

SUPERQUINQUIN


DÉNICHÉ POUR VOUS

Lille

SuperQuinquin

Mots-clés : alimentation durable ; QPV ; coopératif

Septembre 2023

Origine et présentation de l'initiative

SuperQuinquin est une coopérative de consommateurs participative implantée à Lille dans le quartier des Fives (quartier prioritaire de la Politique de la ville). Elle est portée par des citoyens désirant créer une alternative à la grande distribution classique, en proposant des produits de consommation courante de qualité, souvent locaux, et à des prix accessibles.

Sur le modèle de la coopérative Park Slope Food Coop qui fonctionne depuis plus de 40 ans à New York et renouant avec l'esprit des premières coopératives de consommateurs, SuperQuinquin est l'un des premiers supermarchés coopératifs de France, à la suite de La Louve à Paris et aux côtés d'autres supermarchés en cours de création ou de développement tels que Supercoop à Bordeaux, l'Etalfan à Grenoble, la Chouette à Toulouse, la Meute à Grasse…

Les membres de SuperQuinquin sont à la fois propriétaires, gestionnaires et clients. Ils sont 100 environ à constituer la coopérative, ou 300 euros pour les personnes bénéficiaires du minimas sociaux et les étudiants. Ils s'engagent également à effectuer 3 heures de service par mois pour assurer les tâches nécessaires au bon fonctionnement du supermarché.

Ce modèle d'auto-gestion et de non-recherche de profit permet de définir des marges basses (fixées à 23 %) et des prix réduits (5 à 40 % moins cher que dans les magasins traditionnels selon les produits) tout en garantissant un prix juste aux producteurs.

Ce fonctionnement attire des personnes de toutes catégories sociales et crée un sentiment d'appartenance à une entreprise collective, qui se veut aussi un lieu d'échange et de sensibilisation autour de la consommation responsable.

Rôle des collectivités

La Ville de Lille a financé une aide au démarrage de 10 000 euros en décembre 2016, tandis que la Métropole Européenne de Lille a soutenu le projet SuperQuinquin à hauteur de 20 000 euros dans le cadre de son appel à projets Entreprendre Autrement.
SuperQuinquin a acheté en 2021 son local, toujours dans le quartier de Lille-Fives, d'une superficie de 800m².
En 2022, une démarche d'essaimage du modèle SuperQuinquin est lancée sur la métropole lilloise avec l'appui de la MEL et de la DRAAF dans le cadre du soutien aux Plans Alimentaires Territoriaux et de l'appel à projet "De la Fourche à la Fourchette". Cette démarche vise à favoriser la création de deux autres SuperQuinquin sur la métropole lilloise d'ici 2030, afin que la métropole puisse avoir accès à un magasin SuperQuinquin.
Un deuxième magasin a démarré son activité en septembre 2023 au nord de la métropole, à la jonction des villes de Villeneuve d'Ascq, Croix et Wasquehal. Un projet est à l'étude sur le secteur Ouest, sur les villes de Lomme et Lambersart.

Financement

Au-delà des marges réalisées, des parts sociales des coopérateurs, et du financement par les collectivités locales, SuperQuinquin a également fait appel à un club Cigales, à des prêts bancaires, un fonds d'investissement dans l'ESS, une avance remboursable de la Région Hauts-de-France et des dons de fondations et de particuliers.

Chiffres clés

- Ouverture d'un magasin transitoire en avril 2017
- Depuis 2020, SuperQuinquin propriétaire d'un local d'environ 800m²
- 1300 membres actifs et 6 salariés (5,5 ETP)

CONTACT :
Nicolas PHILIPPE, gérant de SuperQuinquin
n.philippe@SuperQuinquin.fr

rtes

n° 94

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2018 (mise à jour en septembre 2023)

>> Pour accéder à la ressource

LA COOP DES DÔMES, CLERMONT-FERRAND



- Labo Cités, vidéo, novembre 2021

La Coop des Dômes, une épicerie participative dans un quartier en transition. Une vidéo de la série *"L'innovation au service des quartiers"*

>> Pour accéder à la ressource

EPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Inclusion

Epiceries sociales et solidaires

Monographie rédigée par Céline Coubard, InterstiCiel

Définition de la typologie

Les épiceries sociales et solidaires se présentent comme des épiceries classiques. Elles permettent un **accès facilité à des produits de première nécessité** pour des **foyers précaires**. Les personnes bénéficiaires doivent cependant s'acquitter d'une faible participation financière (en moyenne de 20 % du prix usuel du produit). Ces épiceries leur permettent ainsi de consacrer un budget plus important à d'autres dépenses qu'alimentaires (amélioration de la qualité de vie) et **augmente ainsi leur autonomie**. Ainsi, les objectifs des épiceries sociales et solidaires peuvent se résumer ainsi :

- permettre à des personnes rencontrant des difficultés financières de répondre à leurs besoins premiers (alimentaires, d'hygiène et d'entretien) ;
- proposer un espace d'accueil, de convivialité, d'échanges différents des services sociaux ;
- participer à accroître l'autonomie des personnes, la confiance et l'estime de soi.

Une **distinction** peut être opérée entre **épiceries sociales et épiceries solidaires**. Les premières sont davantage orientées sur **l'aide alimentaire exclusivement destinée à des publics en difficulté**, sur critères financiers. Elles sont souvent portées par une collectivité ou un autre acteur public tandis que les secondes sont **accessibles à tous les publics** et s'appuient sur la solidarité territoriale pour promouvoir une alimentation de qualité et un mode d'achats des produits en circuits courts, intégrant ainsi, au-delà d'une aide sociale, un objectif d'amélioration de la qualité de l'alimentation et une participation au développement local.

32

- ANCT, monographie, 2021
Monographie réalisée par Céline Coubard, InterstiCiel

>> Pour accéder à la ressource

RESTAURANT SOCIAL LE BALANZAN


DÉNICHÉ POUR VOUS

Restaurant social Le Balanzan

Mots-clés : alimentation, économie informelle

Janvier 2022

Origine et présentation de l'initiative

Dans le cadre d'un projet de démolition/reconstruction du foyer de travailleurs migrants Manouchian de Vitry-sur-Seine, Le Balanzan, restaurant social, fut créé dans l'ancien à ouvert ses portes en octobre 2021.

A l'initial d'autres foyers, le foyer de travailleurs migrants Manouchian est un lieu de vie et d'échange pour ses résidents, notamment grâce à son restaurant de restauration. Avec près de 900 repas vendus par jour et des horaires d'ouverture très larges, ce service répond aux nécessités du travail en horaires décalés des résidents et salariés précaires. Ces repas bénéficient d'un tarif très attractif, puisqu'ils sont vendus entre 2 et 2,8€. Ce restaurant, malgré son utilité sociale, est géré par 4 cuisiniers assistées d'une douzaine de personnes travaillant de façon informelle.

Dans le cadre du projet de rénovation du foyer, la création d'un restaurant social répondant aux normes en vigueur a été actée. Afin de maintenir sa vocation sociale, et de ne pas perdre les savoir-faire de la cuisine, il a été proposé de l'adosser à un chantier d'insertion. Une étude de faisabilité, financée par ADEF Résidences, bailleur de la résidence sociale, et confiée au bureau d'étude AAPSO, a permis de modéliser techniquement et économiquement ce projet.

Une équipe projet, constituée de la ville de Vitry-sur-Seine, de l'association Aurore, de l'association Aux Captifs la Libération, de l'association Aurore, de l'association Aux Captifs la Libération, de l'association Aurore, de l'association Aux Captifs la Libération

AGRICULTURE URBAINE

AGRICULTURE URBAINE ET ESS



- RTES, conférence en ligne, 2020

>> Pour accéder à la ressource

FERME URBAINE TIPI



- RTES, fiche Déniché pour vous, 2021

>> Pour accéder à la ressource

LA FERME DES POSSIBLES



- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource

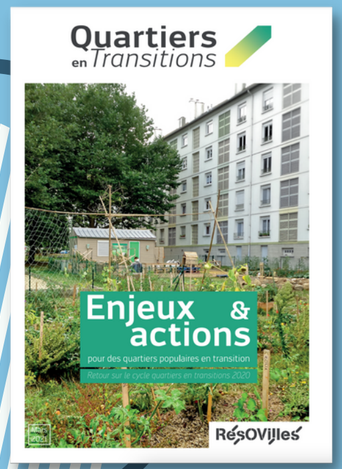
TRANSITIONS

QUARTIERS EN TRANSITION



- Resovilles, conférences en ligne, 2020

>> Pour accéder à la ressource



QUARTIERS EN TRANSITIONS, ENJEUX ET ACTIONS

- Resovilles, Retour sur le cycle quartiers en transitions, 2020

>> Pour accéder à la ressource

POLITIQUE DE LA VILLE ET TRANSITIONS



- Réseau national des centres de ressources politique de la ville, Catalogue de ressources, 2021

>> Pour accéder à la ressource

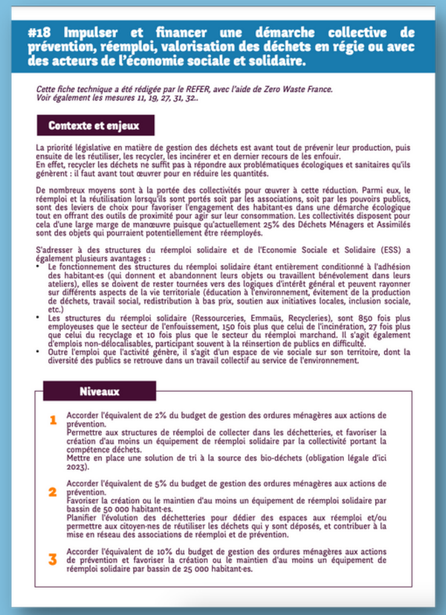


LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES, LEVIER DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ? P.11-13

- Labo-Cités, synthèse du cycle d'échanges, 2019-2020

>> Pour accéder à la ressource

ÉCONOMIE CIRCULAIRE & RÉEMPLOI



#18 Impulser et financer une démarche collective de prévention, réemploi, valorisation des déchets en régie ou avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Cette fiche technique a été rédigée par le REFER, avec l'aide de Zero Waste France.
Voir également les mesures 11, 19, 27, 31, 32..

Contexte et enjeux

La priorité législative en matière de gestion des déchets est avant tout de prévenir leur production, puis ensuite de les réutiliser, les recycler, les incinérer et en dernier recours de les enfouir.
En effet, recycler les déchets ne suffit pas à répondre aux problématiques écologiques et sanitaires qu'ils génèrent : il faut avant tout œuvrer pour en réduire les quantités.

De nombreux moyens sont à la portée des collectivités pour œuvrer à cette réduction. Parmi eux, le réemploi et la réutilisation lorsqu'ils sont portés soit par les associations, soit par les pouvoirs publics, sont des leviers de choix pour favoriser l'engagement des habitant·es dans une démarche écologique tout en offrant des outils de proximité pour agir sur leur consommation. Les collectivités disposent pour cela d'une large marge de manœuvre puisque qu'actuellement 25% des Déchets Ménagers et Assimilés sont des objets qui pourraient potentiellement être réemployés.

S'adresser à des structures du réemploi solidaire et de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) a également plusieurs avantages :

- Le fonctionnement des structures du réemploi solidaire étant entièrement conditionné à l'adhésion des habitant·es (qui donnent et abandonnent leurs objets ou travaillent bénévolement dans leurs ateliers), elles se doivent de rester tournées vers des logiques d'intérêt général et peuvent rayonner sur différents aspects de la vie territoriale (éducation à l'environnement, évitement de la production de déchets, travail social, redistribution à bas prix, soutien aux initiatives locales, inclusion sociale, etc.)
- Les structures du réemploi solidaire (Ressourceries, Emmaüs, Recycleries), sont 850 fois plus employeuses que le secteur de l'enfouissement, 150 fois plus que celui de l'incinération, 27 fois plus que celui du recyclage et 10 fois plus que le secteur du réemploi marchand. Il s'agit également d'emplois non-délocalisables, participant souvent à la réinsertion de publics en difficulté.
- Outre l'emploi que l'activité génère, il s'agit d'un espace de vie sociale sur son territoire, dont la diversité des publics se retrouve dans un travail collectif au service de l'environnement.

Niveaux

1. Accorder l'équivalent de 2% du budget de gestion des ordures ménagères aux actions de prévention.
   Permettre aux structures de réemploi de collecter dans les déchetteries, et favoriser la création d'au moins un équipement de réemploi solidaire par la collectivité portant la compétence déchets.
   Mettre en place une solution de tri à la source des bio-déchets (obligation légale d'ici 2023).
2. Accorder l'équivalent de 5% du budget de gestion des ordures ménagères aux actions de prévention.
   Favoriser la création ou le maintien d'au moins un équipement de réemploi solidaire par bassin de 50 000 habitant·es.
   Planifier l'évolution des déchetteries pour dédier des espaces aux réemploi et/ou permettre aux citoyen·nes de réutiliser les déchets qui y sont déposés, et contribuer à la mise en réseau des associations de réemploi et de prévention.
3. Accorder l'équivalent de 10% du budget de gestion des ordures ménagères aux actions de prévention et favoriser la création ou le maintien d'au moins un équipement de réemploi solidaire par bassin de 25 000 habitant·es.

IMPULSER ET FINANCER UNE DÉMARCHE COLLECTIVE DE PRÉVENTION, RÉEMPLOI, VALORISATION DES DÉCHETS EN RÉGIE OU AVEC DES ACTEURS DE L'ESS

- Collectif pour une transition citoyenne, fiche technique, 2020

>> Pour accéder à la ressource



AGIR POUR UNE TRANSITION ECOLOGIQUE JUSTE AVEC L'ESS RÉEMPLOI INFORMATIQUE, CYCLOLOGISTIQUE, ALIMENTATION DURABLE : LES SOLUTIONS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

- ANCT, avril 2023

>> Pour accéder à la ressource

SERVICES À LA PERSONNE



SERVICES À LA PERSONNE ET À LA COLLECTIVITÉ

- ANCT, monographie réalisée par Sébastien Lévrier, Les Petites Rivièves, 2021

>> Pour accéder à la ressource



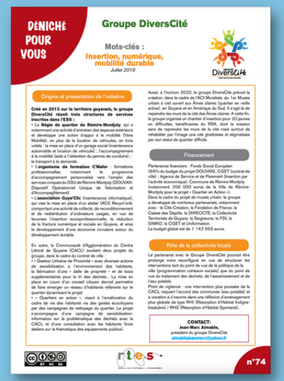
CONCIERGERIES SOLIDAIRES

- ANCT, monographie réalisée par Sébastien Lévrier, Les Petites Rivières, 2021

>> Pour accéder à la ressource

SERVICES À LA PERSONNE

RETOUR D'EXPÉRIENCES



GROUPE DIVERSCITÉ

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource



RÉGIE DE QUARTIER DE LAXOU

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource



CONCIERGERIE SOLIDAIRE AMPÈRE

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2022

>> Pour accéder à la ressource



ACCORDERIE DE LILLE

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2018

>> Pour accéder à la ressource

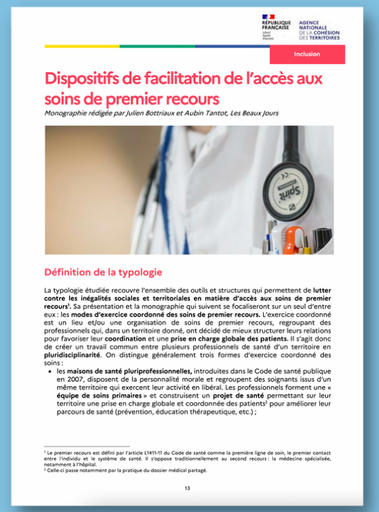


ACCORDERIE DE CACHAN

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2020

>> Pour accéder à la ressource

SANTÉ


Inclusion

Dispositifs de facilitation de l'accès aux soins de premier recours

Monographie rédigée par Julien Boetriaux et Aubin Tantot, Les Beaux Jours

Définition de la typologie

La typologie étudiée recouvre l'ensemble des outils et structures qui permettent de **lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux soins de premier recours[1]**. Sa présentation et la monographie qui suivent se focaliseront sur un seul d'entre eux : les **modes d'exercice coordonné des soins de premier recours.** L'exercice coordonné est un lieu et/ou une organisation de soins de premier recours, regroupant des professionnels qui, dans un territoire donné, ont décidé de mieux structurer leurs relations pour favoriser leur **coordination** et une **prise en charge globale des patients.** Il s'agit donc de créer un travail commun entre plusieurs professionnels de santé d'un territoire en **pluridisciplinarité**. On distingue généralement trois formes d'exercice coordonné des soins :

- les **maisons de santé pluriprofessionnelles,** introduites dans le Code de santé publique en 2007, disposent de la personnalité morale et regroupent des soignants issus d'un même territoire qui exercent leur activité en libéral. Les professionnels forment une « **équipe de soins primaires** » et construisent un **projet de santé** permettant sur leur territoire une prise en charge globale et coordonnée des patients[2] pour améliorer leur parcours de santé (prévention, éducation thérapeutique, etc.) ;

[1] Le premier recours est défini par l'article L1411-11 du Code de santé comme la première ligne de soin, le premier contact entre l'individu et le système de santé. Il s'oppose traditionnellement au second recours : la médecine spécialisée, notamment à l'hôpital.
[2] Cela-ci passe notamment par la pratique du dossier médical partagé.

13

DISPOSITIFS DE FACILITATION DE L'ACCÈS AUX SOINS DE PREMIER RECOURS

- ANCT, monographie réalisée par Julien Bottriaux et Aubin Tantot, Les Beaux Jours, 2021

>> Pour accéder à la ressource

CENTRE DE SANTÉ DES 3 CITÉS

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2021

>> Pour accéder à la ressource


DÉNICHÉ POUR VOUS

Centre de Santé des 3 cités

Mots-clés : Politique de la ville

Octobre 2021

Origine et présentation de l'initiative

Le centre de santé des 3 cités est un centre de santé associatif et communautaire implanté au sein du quartier prioritaire des « 3 cités » à Poitiers depuis 2015. Il propose une médecine coordonnée autour de trois objectifs : favoriser l'accès aux soins pour tous ; proposer l'éducation thérapeutique aux patients et développer la prévention continue individuelle et collective.

Un groupe d'habitants se structure en 2011 au sein de l'association « L'Espoir » pour porter le projet de centre de santé associatif, suite à une longue démarche accomplie depuis 2006 : recensement des besoins auprès des habitants par voie d'enquêtes successives, diagnostic local concernant l'offre médicale et paramédicale, organisation de rencontres avec les institutions, visites de structures similaires au projet local, organisation de réunions publiques, élaboration d'un projet de santé dans le cadre d'une démarche de coopération entre des habitants des 3 Cités et les futurs médecins du centre.

L'association de gestion du centre a été créée en 2015 regroupant l'association « L'Espoir », d'autres associations partenaires et des habitants du quartier. Le centre a ouvert ses portes en novembre 2015 avec l'aide d'une campagne de financement participatif sur Ulule.

Le projet des habitants a été soutenu, entre autres, par les Centres Socio-Culturels des 3 Cités, par l'association de locataires CLCV (Consommation, logement et cadre de vie), mais aussi par le bailleur social SIPEA Habitat, qui a progressivement fait évoluer son projet de résidence intergénérationnelle afin d'accueillir ce centre de santé.

Le Centre de santé des 3 Cités, établissement indépendant qui n'émane pas d'une communauté de professionnels de santé, a développé une activité permettant une prise en charge globale des patients. L'équipe pluriprofessionnelle propose actuellement des consultations de médecine générale, de gynécologie, d'orthophonie et de prévention. Le Centre de santé pratique le tiers payant sur la part obligatoire, ce qui permet de limiter l'avance de frais des patients.

Financement

Le Centre de santé des 3 Cités fonctionne grâce aux remboursements des consultations médicales par l'assurance maladie. Il est également signataire de l'Accord National relatif aux centres de santé et touche annuellement une subvention sur objectifs. Face aux difficultés financières que le Centre a pu rencontrer, il a fait appel au soutien de la ville de Poitiers et de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle Aquitaine et réfléchit actuellement à modifier son modèle de financement.

Rôle des collectivités

Depuis avril 2016, la Ville de Poitiers met à disposition du centre une agente du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), dans le cadre du contrat local de santé piloté par le CCAS et l'ARS. L'agente mise à disposition organise des permanences d'accès aux droits de santé dans des structures réparties sur toute la commune pour être au plus proche de ceux qui ne peuvent pas se déplacer jusqu'au centre-ville.

CONTACT:
Centre de santé des 3 Cités
contact@centredesante3cites.fr
Mohammed RHALIB, président
mohammed.rhalib@gmail.com
Garance Grosseau-Poussard, directrice
garance.grosseau-poussard@centredesante3cites.fr

rtes

n°101

SPORT


Inclusion

Pratiques sportives inclusives

Monographie rédigée par Mathilde Thonon, Les Petites Rivières

Définition de la typologie

Le sport est un levier majeur d'intégration. Il est vecteur d'égalité et de citoyenneté. C'est un formidable outil éducatif, au service de la mixité sociale et qui promeut des valeurs de respect et d'entraide. Portés le plus souvent par des associations, **les clubs sportifs de proximité sont les premiers acteurs du secteur.** Ces derniers mettent parfois en œuvre des projets socialement innovants visant l'**inclusion de publics fragiles.** Ces pratiques sportives inclusives permettent en particulier de renforcer l'égalité des chances, le développement durable, le lien social, la citoyenneté, le bénévolat, le bien-être et la santé pour le plus grand nombre ou encore l'éducation à la citoyenneté pour les jeunes.

Contexte national

En 2015, le ministère chargé des sports lance les « **Plans citoyens du Sport** ». Ces derniers visent à développer la pratique sportive et à en faire, grâce à des actions concrètes, un moyen de promotion du vivre ensemble et d'éducation à la citoyenneté. Depuis, la France a accueilli de grands événements sportifs (l'Euroabasket 2015, l'Euro 2016 de football) et se prépare à accueillir les jeux Olympiques et Paralympiques en 2024. Le sport est donc en haut de l'agenda politique, et les pratiques sportives inclusives fortement encouragées dans cette démarche.

PRATIQUES SPORTIVES INCLUSIVES

- ANCT, monographie rédigée par Mathilde Thonon, Les Petites Rivières, 2021

>> Pour accéder à la ressource

CULTURE


Villes et Territoires

Nîmes, Le Spot, jeudi 7 décembre 2017

L'ACCÈS À LA CULTURE EN POLITIQUE DE LA VILLE

Formation dédiée aux **CONSEILS CITOYENS**

co-animée par
Florence CAUDRELIER,
Conseillère pour l'action culturelle et territoriale dans le Gard
Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie, Ministère de la culture

cget

L'ACCÈS À LA CULTURE EN POLITIQUE DE LA VILLE

- Villes et Territoires, support de formation, 2017

>> Pour accéder à la ressource


FICHE EXPÉRIENCE
« La Coursive Boutaric »

zoom

Contexte

La Coursive Boutaric est un pôle de coopération culturelle basé au cœur du quartier des Grésilles. Elle réunit 18 entreprises culturelles et leur propose des services pour les aider à se développer via un incubateur notamment pour ainsi développer la filière culturelle et créative sur le territoire : mutualisation des moyens et des compétences, actions commerciales

Présentation du projet

L'histoire remonte à 2003, lorsque l'OPAC de Dijon décide de démolition de l'immeuble Billardon acté par le Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU).

L'intervention d'acteurs culturels, dont Zutique Productions, permet d'engager un processus de construction d'une mémoire collective sur le quartier des Grésilles. La rencontre de deux hommes – Jean-Claude Girard pour le bailleur et Frédéric Ménard pour Zutique – qui partagent des valeurs communes sont à l'origine de l'implantation d'acteurs culturels dans l'immeuble Boutaric dès 2007.

De fil en aiguille se tissent des liens et d'autres acteurs culturels s'implantent sur le quartier. L'association «

Contact

La Coursive Boutaric
13, place Galilée
21071 Dijon

Tél. : 03 73 13 10 21

LA COURSIVE BOUTARIC

- Trajectoire Ressources, fiche experience, 2019

>> Pour accéder à la ressource


DÉNICHÉ POUR VOUS

Coopérative Hôtel du Nord

Mots-clés : tourisme solidaire, SCIC

Juillet 2019

Origine et présentation de l'initiative

La SCIC Hôtel du Nord est née de l'initiative d'une conservatrice du patrimoine dans les quartiers nord de Marseille, à partir de 1994. En lien avec le Conseil de l'Europe, elle souhaitait travailler sur la question des droits culturels. Elle a été missionnée par la municipalité de Marseille dans la désignation et la mise en valeur du patrimoine marseillais, notamment par la production de récits et d'histoires sur la ville de Marseille dans des quartiers souvent perçus comme sans patrimoine. Cette démarche a permis l'élaboration de balades patrimoniales, de productions artistes, d'ateliers collectifs, et d'une importante production intellectuelle sur des quartiers peu valorisés.

Quand la ville a été labellisée Capitale Européenne de la culture 2013, les « communautés patrimoniales » alors constituées et réunies au sein d'une « commission patrimoine » animée par la mairie de secteur ont décidé de développer une activité économique en développant une offre d'hospitalité dans les quartiers Nord de Marseille.

La coopérative Hôtel du Nord est ainsi créée, composée de 7 membres représentant les « communautés patrimoniales ». Elle se donne pour objectif de proposer en 2013, 50 chambres chez l'habitant, 50 balades urbaines, 50 produits du terroir des recherches des habitants, et 50 produits tels que le savon, le miel et les livres. Ces balades racontent alors l'immigration dans les quartiers du Nord-de-Marseille, les luttes sociales qui ont traversé le territoire au fil de l'histoire, le développement urbain et industriel mais aussi les usages agricoles ou botaniques de l'ancien terroir.

Aujourd'hui, la Coopérative Hôtel du Nord s'est développée et réunit 60 sociétaires, qui proposent environ 60 chambres situées dans les quartiers périphériques (propriétés ou locatif hors parc social) de Marseille et de la Métropole. Par ailleurs, la coopérative a poursuivi le développement de son catalogue de balades, via un travail de mise en réseau et d'accompagnement à une production citoyenne de récits patrimoniaux.

Hôtel du Nord a mis en place une plateforme web pour réserver les chambres et les balades, ainsi que pour accompagner les sociétaires dans l'exploration de leur territoire et la création des itinéraires.

La coopérative développe également des interventions dans le cadre de projets de développement territorial, en allant notamment enjeux patrimoniaux, environnementaux et prise en compte des ressources locales.

Depuis quatre ans, les coopérants d'Hôtel du Nord travaillent à la création d'une deuxième SCIC « Les Oiseaux de passage », dont la plateforme est en ligne depuis 2019. « Les Oiseaux de passage » est un guide de voyage augmenté local avec les réseaux de la culture et du tourisme social comme Ekibuc, Accueil Paysan, ou encore les parcs régionaux. Ce réseau a pour but de permettre aux communautés locales d'offrir l'hospitalité à travers leurs hébergements, activités créatives et bons plans et de partager leurs histoires.

« Les Oiseaux de passage » rassemblent aujourd'hui dix communautés locales, une cinquantaine d'ici la fin de l'année 2019 et va s'ouvrir en 2020 sur l'Italie, l'Espagne, l'Algérie et la Belgique, entre autres.

L'Hôtel du Nord et Les oiseaux de passage coopèrent au lancement national de la plateforme coopérative Fairbnb, qui se présente comme une alternative à AirBnB pour les particuliers (touristes). Dans le cadre de Fairbnb, la moitié des commissions financières perçues sont reversées à des projets locaux. Pour ce projet, les villes pilotes choisies sont Venise, Amsterdam et Marseille, et la plateforme sera mise en ligne à l'été 2019.

rtes

n°73

COOPÉRATIVE HÔTEL DU NORD

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource


opale

ART, CULTURE & ÉCONOMIE SOLIDAIRE

DIX RÉCITS D'INITIATIVES

Réalisé par Opale avec le soutien de la Fondation Crédit Coopératif

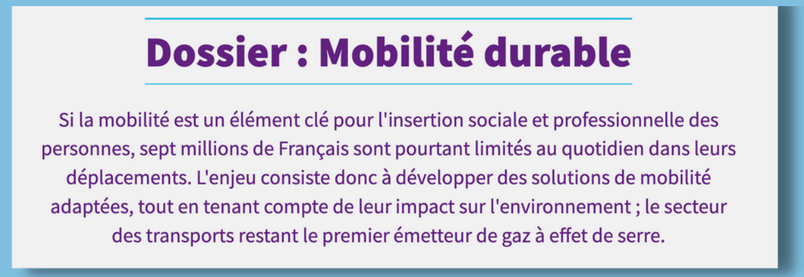
ART, CULTURE & ÉCONOMIE SOLIDAIRE - DIX RÉCITS D'INITIATIVES

- Opale, Guide, 2016

>> Pour accéder à la ressource

MOBILITÉ

MOBILITÉ DURABLE



- Avise, dossier site internet

>> Pour accéder à la ressource



MOBILITÉS DURABLES

- Pôle Ressources, cycle *"Transition écologique et quartiers populaires"*, 2021

>> Pour accéder à la ressource



MOBILITÉ INCLUSIVE : COMMENT RÉUNIR LES CONDITIONS DE SUCCÈS POUR CRÉER UN GARAGE SOLIDAIRE AVEC LE DISPOSITIF FABRIQUE À INITIATIVES ?

- Avise et fondation PSA, guide méthodologique, 2021

>> Pour accéder à la ressource

MOBILITÉ



MOBILITÉ INCLUSIVE : COMMENT CRÉER ET DÉVELOPPER UN GARAGE SOLIDAIRE ?

- Avise et Fondation PSA, guide méthodologique, 2018

>> Pour accéder à la ressource

GARAGE SOLIDAIRE ARENAM



- ORIV, fiche expérience, 2018

>> Pour accéder à la ressource

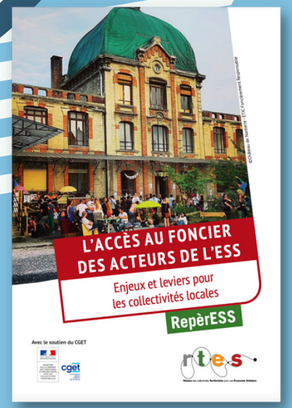
GARAGE SOLIDAIRE JURA



- Trajectoire Ressources, fiche expérience, 2019

>> Pour accéder à la ressource

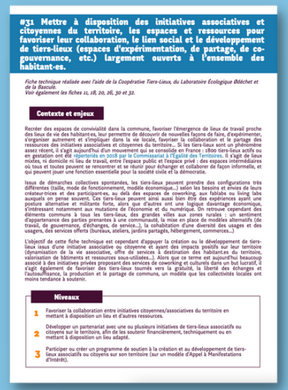
FONCIER & TIERS-LIEUX



L'ACCÈS AU FONCIER DES ACTEURS DE L'ESS

- RTES, RepèrESS, 2019

>> Pour accéder à la ressource



FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE TIERS-LIEUX

- Collectif pour une transition citoyenne, Fiche technique, 2020

>> Pour accéder à la ressource



- Bellevilles, site internet

>> Pour accéder à la ressource



TIERS-LIEUX

- ANCT, site internet

>> Pour accéder à la ressource

LES IMAGINATIONS FERTILES & LE FIL



- RTES, fiche Déniché pour vous, 2023

>> Pour accéder à la ressource

COLLECTIF ABBAL



- RTES, fiche Déniché pour vous, 2023

>> Pour accéder à la ressource



LE PHARES

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2023

>> Pour accéder à la ressource

NUMÉRIQUE



LES USAGES NUMÉRIQUES UN ATOUT D'ÉGALITÉ DANS LES QUARTIERS

Publication *"En Actes, des ressources pour agir"* de Villes au Carré - Centre Val de Loire
Janvier 2018

>> Pour accéder à la ressource



PÔLE S

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource



DIGIFAB

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource



CRÉER UN ATELIER DE FABRICATION NUMÉRIQUE

- ANCT, guide méthodologique, 2020

>> Pour accéder à la ressource

Dossier : Numérique

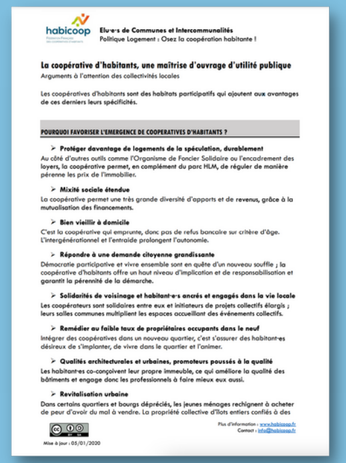
Aujourd'hui, plus de la moitié de l'Humanité utilise Internet. Le numérique a bouleversé nos usages et nos sociétés et impacte non seulement les relations entre les individus mais également leur rapport à l'environnement. Ce dossier vise à comprendre les enjeux liés à la transition et aux transformations numériques pour les entreprises de l'ESS.

NUMÉRIQUE

- Avise, Dossier site internet

>> Pour accéder à la ressource

HABITAT


habicoop

Elu·e·s de Communes et Intercommunalités
Politique Logement : Osez la coopération habitante !

La coopérative d'habitants, une maîtrise d'ouvrage d'utilité publique
Arguments à l'attention des collectivités locales

Les coopératives d'habitants sont des habitats participatifs qui ajoutent aux avantages de ces derniers leurs spécificités.

POURQUOI FAVORISER L'EMERGENCE DE COOPERATIVES D'HABITANTS ?

➢ **Protéger davantage de logements de la spéculation, durablement**
Au côté d'autres outils comme l'Organisme de Foncier Solidaire ou l'encadrement des loyers, la coopérative permet, en complément du parc HLM, de réguler de manière pérenne les prix de l'immobilier.

➢ **Mixité sociale étendue**
La coopérative permet une très grande diversité d'apports et de revenus, grâce à la mutualisation des financements.

➢ **Bien vieillir à domicile**
C'est la coopérative qui emprunte, donc pas de refus bancaire sur critère d'âge. L'intergénérationnel et l'entraide prolongent l'autonomie.

➢ **Répondre à une demande citoyenne grandissante**
Démocratie participative et vivre ensemble sont en quête d'un nouveau souffle ; la coopérative d'habitants offre un haut niveau d'implication et de responsabilisation et garantit la pérennité de la démarche.

➢ **Solidarités de voisinage et habitant·e·s ancrés et engagés dans la vie locale**
Les coopérateurs sont solidaires entre eux et initiateurs de projets collectifs élargis ; leurs salles communes multiplient les espaces accueillant des événements collectifs.

➢ **Remédier au faible taux de propriétaires occupants dans le neuf**
Intégrer des coopératives dans un nouveau quartier, c'est s'assurer des habitant·es désireux de s'implanter, de vivre dans le quartier et l'animer.

➢ **Qualités architecturales et urbaines, promoteurs poussés à la qualité**
Les habitant·es co-conçoivent leur propre immeuble, ce qui améliore la qualité des bâtiments et engage dans les professionnels à faire mieux aux aussi.

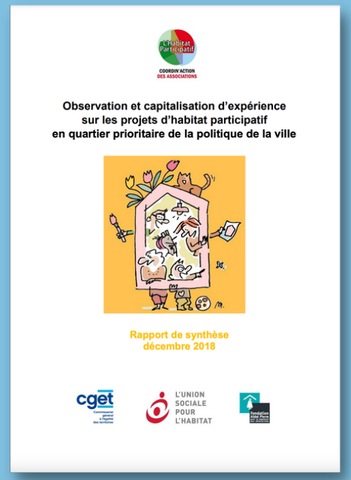
➢ **Revitalisation urbaine**
Dans certains quartiers et bourgs dépréciés, les jeunes ménages rechignent à acheter de peur d'avoir du mal à vendre. La propriété collective d'îlots entiers confiés à des

Mise à jour : 05/01/2020

POLITIQUE LOGEMENT : OSEZ LA COOPÉRATION HABITANTE !

- Habicoop, communiqué de presse Habicoop (fédération française des coopératives d'habitants) : *"Elu·e·s de Communes et Intercommunalités - Politique Logement : Osez la coopération habitante !"*, 2020

>> Pour accéder à la ressource


COORDIN ACTION DES ASSOCIATIONS

Observation et capitalisation d'expérience sur les projets d'habitat participatif en quartier prioritaire de la politique de la ville

Rapport de synthèse
décembre 2018

cget
L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT
Fondation Abbé Pierre

OBSERVATION ET CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE SUR LES PROJETS D'HABITAT PARTICIPATIF EN QUARTIER PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

- CGET, Union sociale pour l'habitat, Fondation Abbé Pierre, 2018

>> Pour accéder à la ressource

PETITE ENFANCE


DÉNICHÉ POUR VOUS

Plaine Commune

PTCE Le PôPE

Mots-clés :
PTCE ; petite enfance

Mars 2023

Origine et présentation de l'initiative

Rôle des collectivités & modèle économique

Chiffres clés

CONTACTS :
Aurélie JEAN, chargée de projet
jeana@plainecommune.fr - 06 50 53 52 13

n° 118

LE PÔPE

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2023

>> Pour accéder à la ressource

VERS L'EMPLOI



REPÈRESS - ÉCONOMIE INFORMELLE & ESS

- RTES, dossier ressources, 2023

>> Pour accéder à la ressource



ASSOCIATION POUR LA REVALORISATION DE L'ESTIME DE SOI (APRES)

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource



CAP SERVICES

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2019

>> Pour accéder à la ressource



KPA-CITÉ

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2020

>> Pour accéder à la ressource



MIGRACOOP

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2021

>> Pour accéder à la ressource

VERS L'EMPLOI

ASSOCIATION AMELIOR


DÉNICHÉ POUR VOUS

AMELIOR

Mots-clés : gestion des déchets économie informelle

Septembre 2022

Origine et présentation de l'initiative

L'association AMELIOR a été fondée en 2012 pour fédérer le travail des biffin.e.s et recycleur.euse.s. Les biffin.e.s ou puciers, chiffonniers, ferrailleurs sont des personnes exerçant l'activité de récupération et revente d'objets d'occasion provenant de biens personnels, de dépôts sauvages ou de rebuts. Ils sont souvent appelés par des biffin.e.s et chiqueur.se.s parisien.ne.s et francilien.ne.s, l'association AMELIOR a été créée en réaction à l'absence de moyens d'exercer légalement et dignement la biffe à Paris et en petite couronne parisienne.

L'association AMELIOR a pour objet de favoriser l'émergence et l'organisation de marchés d'économie locale issus de la récupération, du recyclage, et de la revalorisation des déchets ; contribuer à l'insertion professionnelle, économique, et sociale des biffin.e.s et recycleur.euse.s ; développer des actions éducatives autour du tri sélectif, du recyclage et de l'économie circulaire ; faire connaître l'activité économique individuelle de subsistance issue de la récupération en zone urbaine ; et faire reconnaître le droit à la biffe.

Concrètement, AMELIOR organise des marchés des biffins, propose une carte individuelle à chaque biffin adhérent leur permettant de se mettre en relation commerciale légale avec d'autres adhérents. L'association propose également un soutien aux adhérents : permanence d'une assistance sociale et d'une médiation institutionnelle pour les biffin.e.s et les riverains, mise à disposition d'un local associatif, de remises, techniques (véhicules, matériel, stockage, couture, etc). L'association organise en collaboration avec des ressourceries, des collectes en pied d'immeuble au sein des quartiers politique de la ville d'Est Ensemble. Elle organise également des collectes de récupération d'invendus dans les vides-greniers.

L'association, implantée à Montreuil, dispose d'une ressourcerie de 2500m² afin que l'association puisse y exercer ces différentes activités : espaces de tri issus des différents réseaux de collecte (tissus, objets, déchets), espaces de stockage, espaces de valorisation auprès des acteurs du recyclage, voit vers un espace de vente sur place. Certains objets pourront être réparés sur place. La base vie comporte des bureaux, des vestiaires et des sanitaires. Le site comprend également un café et un fab lab. AMELIOR organise du lundi au samedi une ressourcerie recyclerie et des tournées de collecte sélective de biens de réemploi.

Modèle économique

Les bénéficiaires sont rémunérés par le biais de leurs ventes lors des marchés. L'association emploie 10 salarié.e.s, dont 8 à plein temps. L'une d'entre eux est responsable de projet sur la Ville de Marseille.

Prise en compte/contraintes

- Autorisation de la Ville de Montreuil pour l'organisation de marchés bimensuels des récupérateurs.
- AMELIOR lauréate "zéro déchet" d'Est Ensemble pour l'année 2020 pour accompagner son projet de collecte préservante en pied d'immeuble et d'actions de sensibilisation au réemploi pour un montant de 13 600€.
- Soutien du SYCTOM : mise à disposition du site, subvention de fonctionnement et d'investissement pour l'installation sur le site à Bobigny de décembre 2019 à mars 2023 pour un montant total de 375000€.
- Soutien de la Région Ile-de-France : 10% des montants d'investissement de la ressourcerie à Bobigny.

Chiffres clés

Les activités de l'association AMELIOR permettent de faire travailler en Ile-de-France environ **700 biffins** et de collecter auprès du grand public **6 tonnes** chaque mois et contribuer à la création d'**une centaine de biens et marchandises**. En 2021, AMELIOR a permis le recyclage et le réemploi d'environ **1200 tonnes**.

CONTACTS :

Céline Courboulay, Syctom - courboulay@syctom-paris.fr
Pôle prévention et sensibilisation des déchets d'**Est Ensemble** - prevention.dechets@est-ensemble.fr
Association Amélior - assoamelior@gmail.com

rtes

n° 117

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2022

>> Pour accéder à la ressource

MÉTIERS À CRÉER ASSOCIATION IMEIF


DÉNICHÉ POUR VOUS

Métiers à créer Association IMEIF

Mots-clés : artisanat, économie informelle

Janvier 2022

Origine et présentation de l'initiative

"Métiers à Créer", dispositif de l'association IMEIF, accompagne chaque année une douzaine de femmes des quartiers prioritaires de la ville de Montpellier à la création d'une collection textile au design contemporain en travaillant sur toutes les étapes de conception et de production d'une collection professionnelle.

L'IMEIF association qui accompagne les femmes vers la qualification et l'emploi, s'organise en 3 piliers : pôle socio-linguistique, pôle médico-social avec l'action "Ethic et soins", pôle création d'activité avec l'action "métiers à créer".
« Métiers à Créer » est un parcours professionnalisant gratuit à destination des femmes de la Mosson qui s'appuie sur les compétences des participantes en couture, dessin, broderie, crochet ou encore tricot dans le but d'ouvrir leur horizon professionnel.

Dans ce cadre, l'association fait appel à une designeuse Maïa Amiel, pour accompagner le groupe vers la création d'une « collection collective de pièces uniques » dans le cadre du projet Co-Design.

L'objectif du projet est de placer les participantes dans une perspective de production d'objets commercialisables et de les sensibiliser au cycle complet de la création d'une collection design centrée sur la thématique des « objets du quotidien ».

Pour réussir cette immersion, le collectif se rassemble tous les jeudis pendant sept mois dans les ateliers de l'association. Au programme, couture et design d'objets, rencontres professionnelles, visites d'ateliers d'artistes, ou encore séance de sensibilisation à l'entrepreneuriat au féminin. Des cours de français en lien avec le secteur du design et du textile sont également proposés aux participantes qui le souhaitent.

À l'issue du programme, un cycle d'exposition-vente est organisé dans plusieurs lieux montpelliérains dédiés à l'artisanat d'art et au design d'objets afin de présenter les créations du collectif et valoriser le travail des participantes.

A partir de cette action, l'association IMEIF va créer une Coopérative d'Activité et d'Emploi : Shuke Mama pour accompagner les femmes qui ont une activité, souvent informelle, dans le textile et le culinaire. Un projet de tiers-lieu de production culinaire et textile avec un laboratoire partagé pour la formation l'accompagnement et la production, est également en réflexion. Celui-ci devrait prendre place au sein d'un lieu 3000m² qui appartient à la Métropole et rassemble un ensemble de services : mission locale, CCAS, centre de santé... au cœur du quartier de la Mosson.

Financement

Le budget annuel de l'action « Métiers à créer » est de 40 000 euros. Cette action est cofinancée par Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie, l'Etat, la Fondation groupe EDF (financement du matériel professionnel des ateliers textiles), Fondation BP Sud.

Rôle des collectivités

Montpellier Métropole accompagne et finance l'association IMEIF entre autres dans le cadre du contrat de ville et met à disposition 300m² dans un lieu partagé au cœur du quartier de la Mosson pour accueillir le tiers-lieu textile et culinaire de l'IMEIF.

CONTACT :

Soraya Rahal, directrice IMEIF, imeif@free.fr
Mohamed Mansuri, développement économique contrat de ville Montpellier Métropole, m.mansuri@montpellier-3m.fr

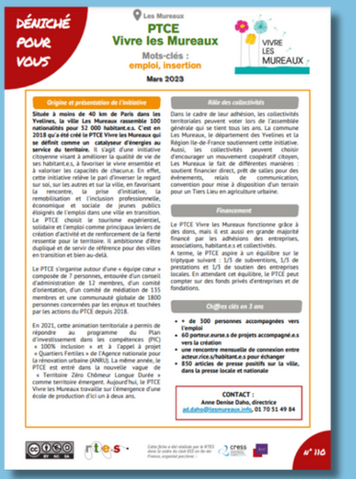
rtes

n° 107

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2022

>> Pour accéder à la ressource

PTCE VIVRE LES MUREAUX


DÉNICHÉ POUR VOUS

Les Mureaux

PTCE Vivre les Mureaux

Mots-clés : emploi, insertion

Mars 2023

Origine et présentation de l'initiative

Située à moins de 40 km de Paris dans les Yvelines, la ville Les Mureaux rassemble 100 nationalités pour 32 000 habitant.e.s. C'est en 2018 qu'a été créé le PTCE Vivre les Mureaux qui se définit comme un catalyseur d'énergies au service du territoire. Il s'agit d'une initiative citoyenne visant à améliorer la qualité de vie de ses habitant.e.s, à favoriser le vivre ensemble et à valoriser les capacités de chacun.e. En effet, cette initiative relève la part d'inversion le regard sur soi, sur les autres et sur la ville, en favorisant la rencontre, la prise d'initiative, la remobilisation et l'inclusion professionnelle, économique et sociale de jeunes publics éloignés de l'emploi dans une ville en transition.
Le PTCE choisit le tourisme expérientiel, solidaire et l'emploi comme principaux leviers de création d'activité et de renforcement de la fierté ressentie pour le territoire. Il ambitionne d'être dupliqué et de servir de référence pour des villes en transition et bien au-delà.

Le PTCE s'organise autour d'une « équipe cœur » composée de 7 personnes, entourée d'un conseil d'administration de 12 membres, d'un comité d'orientation, d'un comité de médiation de 115 membres et une communauté globale de 1800 personnes concernées par les enjeux et touchées par les actions du PTCE depuis 2018.

En 2021, cette animation territoriale a permis de répondre au programme du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) « 100% inclusion » et à l'appel à projet « Quartiers Fertiles » de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). La même année, le PTCE est entré dans la nouvelle vague de « Territoire Zéro Chômeur Longue Durée » comme territoire émergent. Aujourd'hui, le PTCE Vivre les Mureaux travaille sur l'émergence d'une école de production d'ici un à deux ans.

Rôle des collectivités

Dans le cadre de leur adhésion, les collectivités territoriales peuvent voter lors de l'assemblée générale qui se tient tous les ans. La commune Les Mureaux, le département des Yvelines et la Région Ile-de-France soutiennent cette initiative. Aussi, les collectivités peuvent choisir d'encourager un mouvement coopératif citoyen. Les Mureaux le fait de différentes manières : soutient financier direct, prêt de salles pour des événements, relais de communication, convention pour mise à disposition d'un terrain pour un Tiers Lieu en agriculture urbaine.

Financement

Le PTCE Vivre les Mureaux fonctionne grâce à des dons, mais il est aussi en grande majorité financé par les adhésions des entreprises, associations, habitant.e.s et collectivités.
A terme, le PTCE aspire à un équilibre sur le triptyque suivant : 1/3 de subventions, 1/3 de prestations et 1/3 de soutien des entreprises locales. En attendant cet équilibre, le PTCE peut compter sur des fonds privés d'entreprises et de fondations.

Chiffres clés en 3 ans

- **+ de 300 personnes accompagnées vers l'emploi**
- **60 porteur.euse.s de projets accompagné.e.s vers la création**
- **une rencontre mensuelle de connexion entre acteur.rice.s/habitant.e.s pour échanger**
- **850 articles de presse positifs sur la ville, dans la presse locale et nationale**

CONTACT :

Anne Denise Dahu, directrice
ad.dahu@lemureaux.info, **01 70 51 49 84**

rtes

n° 116

- RTES, fiche Déniché pour vous, 2023

>> Pour accéder à la ressource

Chapitre 5

PASSER À L´ACTION ET CO-CONSTRUIRE LES PROJETS

CONNAÎTRE LES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DE MON TERRITOIRE



LE DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (DLA)

- Avise, site internet

>> Pour accéder à la ressource

LA FABRIQUE À INITIATIVES



- Avise, site internet, 2010

>> Pour accéder à la ressource



CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX ACTEURS ACCOMPAGNEMENT ET FINANCEMENT DE PROJETS ESS DANS LES QPV

- RTES avec le soutien de l'Avise, février 2023

>> Pour accéder à la ressource

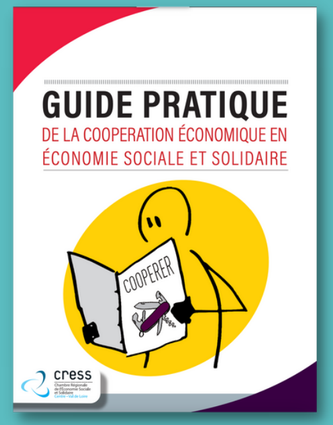
CONNAÎTRE ET COOPÉRER AVEC LES ACTEURS ESS



CONNAÎTRE ET MOBILISER LES ACTEURS DE MON TERRITOIRE

- RTES, Kit Municipal*ESS*, 2020

>> Pour accéder à la ressource



LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE EN ESS

- CRESS Centre - Val de Loire, guide pratique, 2021

>> Pour accéder à la ressource



LA COOPÉRATION INTERTERRITORIALE EN ACTION

- Union Nationale des Acteurs du Développement Local (UNADEL) et Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), livret, 2019

>> Pour accéder à la ressource



SYNTHÈSE DES RESSOURCES MOBILISABLES PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- RTES, Kit Municipal*ESS*, 2020

>> Pour accéder à la ressource

MOBILISER ET FAIRE PARTICIPER LES HABITANTS

DÉMARCHES PARTICIPATIVES ET GOUVERNANCE



- BRUDED, Réseau d'échange d'expériences de développement local durable entre collectivités, dossier web, 2020

>> Pour accéder à la ressource



MON VILLAGE, MA VILLE, EN TRANSITIONS

- Centre ressource du développement durable (CERDD), Mooc, 2019-2020

>> Pour accéder à la ressource



COMMENT RENDRE LES HABITANTS ACTEURS DE LEUR QUARTIER ?

- HAATCH et Pimp My City, livre blanc, 2019

>> Pour accéder à la ressource


ELUS ET CITOYENS : COMMENT TRAVAILLER ENSEMBLE ?

10 Décembre 2020

Que ce soit dans des groupes constitués (conseils citoyen, conseils de développement), à travers des modalités d'action (participation) ou en tant que porteurs de projet, les citoyens agissent, veulent être entendus et dialoguer avec les instances publiques, voire contribuer à la construction des politiques publiques.

Or, élus et citoyens n'ont pas toujours le même langage, la même culture de l'action, les mêmes contraintes, désirs ou envie, ou le même rapport au temps. Cela conditionne et affecte leurs capacités et leurs possibilités de dialoguer ensemble et de faire projet commun.

- Quels objectifs faut-il alors donner à ce travail commun ?
- Y a-t-il des conditions favorisant l'engagement, les initiatives, le portage de projets et le pouvoir d'agir des citoyens ?
- Comment les professionnels du développement local peuvent-ils travailler avec les citoyens sans oublier ceux qui sont souvent exclus, de droit ou de fait (les migrants, les plus précaires, les invisibles…) des politiques publiques ?

Temps de témoignages

Olivier Royer (DIOIS)

Directeur d'un centre associatif intercommunal . Territoire très peu peuplé avec une ville centre de 4000 habitant (Die) et 50 communes alentours.
Travaille beaucoup sur le développement de pouvoir d'agir et l'accompagnement de projets collectifs. Essaie de tisser des liens pour être identifiés comme acteurs du développement rural. Volonté d'échanger y compris hors réseau des centres sociaux.

Commentaires sur la définition de « citoyen ».
Citoyens = personnes impliquées. Si on est tous citoyens, comment inclure tout le monde, comment chercher l'avis de l'ensemble des habitants d'un territoire sur des sujets que l'on amène ou amené par des collectifs et qui ont besoin d'avoir un relai à leur préoccupation et les confronter à l'ensemble de la population ? Donner les moyens à tous de s'exprimer. Nécessite beaucoup d'action demandant d'aller vers » pour donner la possibilité à chacun de s'exprimer. Ne perdre personne en chemin. »
On nous des partenariats avec tout le monde pour toucher toutes les populations, développer des actions intergénérationnelles centres de loisirs/Ehpad, association des retraités etc. Tous ces réseaux pour aider les personnes âgées et fragiles nous ont permis d'être plus réactifs que des collectivités territoriales pendant le Covid. Structures associatives peuvent être plus réactives.

Quelques dispositifs qui permettent d'inclure citoyens dans les décisions : comité d'engagement Leader par exemple qui mélange les acteurs du territoires (collectif d'association, acteurs économiques…) pour définir les financements accordés sur tel ou tel Leader.

Grandes envie de participation citoyenne sur notre territoire. Exemple de Saillans qui est à 20km de Die et qui a inspiré beaucoup de personnes qui se sont mobilisées sur les élections. A Saillans, cette liste n'est pas repassée, grande difficulté pour ces collectifs d'aller jusqu'au bout et sur les 50 communes, seule une liste est passée. Cela n'a pas raisonné avec les électeurs. Habitants, citoyens, électeurs… quelle nuance ?
Idée de la participation des électeurs ne rencontre pas toujours l'adhésion des électeurs eux-même.

ÉLUS ET CITOYENS : COMMENT TRAVAILLER ENSEMBLE ?

- Union Nationale des Acteurs du Développement Local (UNADEL), compte rendu, 2020

>> Pour accéder à la ressource

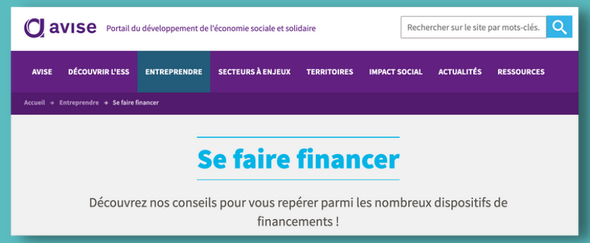
CONSOLIDER LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER D'UN PROJET DE L'ESS



CHOISIR LA FORME JURIDIQUE ADAPTÉE À SON PROJET

- Avise, guide, 2016

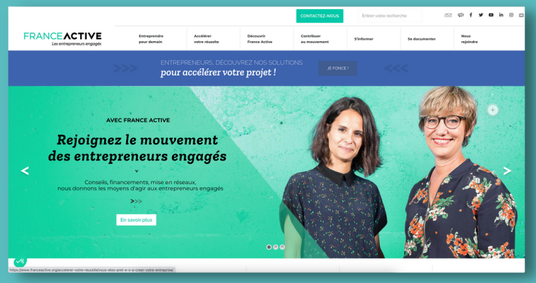
>> Pour accéder à la ressource



SE FAIRE FINANCER

- Avise, dossier site internet

>> Pour accéder à la ressource



FRANCE ACTIVE

- France Active, site internet

>> Pour accéder à la ressource

DÉVELOPPER LA COMMANDE PUBLIQUE RESPONSABLE



MODE D'EMPLOI : LES ACHATS SOCIALEMENT RESPONSABLES

- Avise, mode d'emploi, 2015

>> Pour accéder à la ressource



COMMANDE PUBLIQUE RESPONSABLE : UN LEVIER INSUFFISAMMENT EXPLOITÉ

- Conseil économique, environnemental et social, étude, 2018

>> Pour accéder à la ressource



MODES DE CONTRACTUALISATION ENTRE COLLECTIVITÉS ET ACTEURS DE L'ESS

- RTES, Kit Municipal*ESS*, 2020

>> Pour accéder à la ressource



MARCHÉS PUBLICS ET CLAUSES INSERTION - RÉNOVATION URBAINE

- Mission Locale Jeunes Grand Avignon, vidéo, 2021

>> Pour accéder à la ressource

rtes

Réseau des collectivités **Territoriales** pour une **Économie Solidaire**

SEPTEMBRE 2023